

Appui technique international

Lettre d'information n° 6, juin 2016 - Insee, France



SOMMAIRE

Éditorial	1
Dossier spécial sur les objectifs de développement durable (ODD)	2 à 7
- Séminaire organisé au Cefil sur l'utilisation des données de recensement pour le suivi des ODD	2
- Les objectifs de développement durable	3
- Liste des 17 objectifs de développement durable	4
- Besoin d'anticiper pour répondre à la mise en oeuvre des ODD : l'exemple du Bénin	5
- Séminaire régional sur les ODD au Caire	6
- Onzième Symposium sur le développement de la statistique en Afrique	6
Congrès mondial de statistiques ISI2017	7
Interview de M. Didier Reynaud, expert en statistiques de l'énergie	8
Bilan du jumelage européen avec l'Ukraine	9
Contrat de services avec la Serbie	10
Séminaire au Sénégal sur la désaisonnalisation	10
Revue Statéco : du sang neuf pour le n° 109 !	11
Mme Sylvie Lagarde, nouvelle directrice de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee	11
Brèves d'actualités - 2nd semestre 2015	12



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR TRANSFORMER NOTRE MONDE

Logo des Objectifs de développement durable de l'ONU

Éditorial

Ce numéro 6 de la lettre d'information *Appui technique international* propose un dossier spécial sur les objectifs de développement durable (ODD). Ces objectifs, que les Nations unies encouragent les États à atteindre, visent à « mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices et faire face au changement climatique d'ici à 2030 ».

Leur mise en œuvre n'est pas aisée, y compris pour les Instituts nationaux de statistique (INS). En effet, à chacun des dix-sept ODD sont associés de nombreux indicateurs qu'il convient de définir puis de calculer, ce qui constitue un véritable défi statistique. Cet investissement peut également représenter une opportunité pour renforcer les capacités des INS des pays en développement.

Le présent dossier dresse un panorama des actions de coopération internationale entreprises dans ce cadre par l'Insee pour apporter un appui technique à quelques pays partenaires.

Nos lecteurs découvriront une interview d'un expert du service statistique du ministère de l'Environnement sur une mission réalisée au Kazakhstan à l'automne dernier sur les statistiques de l'énergie, dans le cadre d'un jumelage financé par la Banque mondiale.

Ce numéro donne aussi l'opportunité de présenter un bilan du jumelage européen au profit de l'Ukraine, qui a pris fin en décembre dernier, ainsi que l'appel d'offres pour contrat de services sur financement européen au profit de l'INS serbe, remporté fin 2015 par un consortium auquel l'Insee et Expertise France participent.

Il fait également un focus sur le séminaire sur la désaisonnalisation organisé en novembre dernier pour l'INS sénégalais, avec l'appui financier du Fonds monétaire international (FMI).

Et pour finir, une série de brèves permet de retracer l'ensemble des actions de coopération internationale menées par l'Insee au second semestre 2015. Bonne lecture !

Séminaire organisé au Cefil sur l'utilisation des données de recensement pour le suivi des ODD

Du 6 au 10 juillet 2015, Afristat et l'Insee ont organisé un séminaire au Centre de formation de l'Insee à Libourne (Cefil) sur les statistiques sociales.

Le programme mondial du développement durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) et le nouveau cycle 2015-2024 sur les recensements de la population et des logements (Cycle 2020), adoptés par l'Organisation des Nations unies en 2015, ont guidé ce choix.

Destiné aux statisticiens des pays francophones d'Afrique subsaharienne, ce séminaire a rassemblé une quinzaine de cadres impliqués dans la production des données démographiques et sociales au sein des INS de huit États membres d'Afristat et de la division Statistique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le séminaire avait pour fil conducteur la valorisation et l'utilisation des données de recensements de la population et de l'habitat pour le suivi des Objectifs de développement durable (ODD). Claire Plateau, l'experte de l'Insee en charge des questions sur les ODD, a présenté les principales étapes du processus participatif et consultatif mené au niveau international sur ces objectifs.

Le sujet n'est pas nouveau en Afrique: le précédent programme de lutte contre la pauvreté, mis en place par les Nations unies au cours de la période 2000-2015 sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et qui ne concernait que les pays en développement, incluait de fait les pays africains. Toutefois l'ONU lui-même considère aujourd'hui que les OMD ont connu un succès mitigé et qu'il reste des progrès à accomplir. C'est l'une des raisons pour lesquelles les nouveaux ODD, s'ils s'inscrivent dans la continuité des OMD, se veulent également plus ambitieux et universels.



De gauche à droite : M. Jean-Claude MUKADI MUKUNA, République démocratique du Congo (RDC), Mme Madeleine MUZEBEDI MUMBODJI (RDC), M. Youssoufa LAMOU (Niger) et M. Gapto MAI MOUSSA (Niger)

Le recensement de la population et des logements : un outil en prise directe avec les ODD

L'expérience française en matière de recensement de la population et des logements est ancienne. Après le dernier dénombrement exhaustif en 1999, l'Insee conduit depuis 2004 une enquête annuelle partiellement par sondage, permettant de continuer à connaître la diversité et l'évolution de la population française.

La stratégie de l'Institut en matière de diffusion des données du recensement s'appuie notamment sur une mise à disposition gratuite de ces données et études statistiques. Le cadre législatif français, les finalités et les enjeux du recensement en termes de politiques publiques et d'aménagement du territoire ont ainsi été exposés au cours du séminaire.

Le programme mondial sur les recensements de la population et de l'habitat incite tous les pays du monde à réaliser au moins un dénombrement de la population au cours d'une période décennale. À la fin du cycle 2010 de ce pro-

gramme, qui couvrait la période 2005-2014, 93 % de la population mondiale a ainsi été recensée dans 214 pays.

Une dizaine de pays d'Afrique n'a pu cependant réaliser cette opération durant le cycle. Par exemple, le dernier recensement en République démocratique du Congo (RDC) remonte à 1984 !

Par ailleurs, quelques innovations méthodologiques caractérisent le cycle 2010, que ce soit en termes de collecte, de traitement ou de valorisation des données. Au cours du séminaire, les participants ont ainsi exposé leurs expériences récentes en la matière. C'est par exemple le cas de la Côte d'Ivoire, qui a utilisé des tablettes électroniques pour la collecte de son recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) en 2014.

Dans les pays d'Afrique où un recensement de la population a pu avoir lieu récemment, le questionnaire d'enquête pose souvent de nombreuses questions sur les individus et les ménages, portant sur des thèmes variés tels que la santé, l'éducation, l'habitat, les migrations, l'agriculture, etc.

L'exploitation des données permet alors de produire des statistiques et des analyses détaillées dans tous ces domaines. C'est ainsi que le représentant du Niger a présenté le processus d'élaboration de treize volumes que son INS a publiés à partir du RGPH-2012, chacun traitant d'un sujet spécifique.



M. Fabrice DANIELOU, à l'époque statisticien à la direction régionale de l'Insee Nord-Pas-de-Calais-Picardie



M. Michel DAVID, chargé de mission au sein du département de l'Action régionale de l'Insee

Ce plan de diffusion varie peu semble-t-il d'un pays à l'autre, souvent proposé sous forme de rapports thématiques tels que ceux du Niger. Pour ce pays comme pour les autres, la tâche est immense et les besoins en renforcement des capacités nombreux afin de parvenir à publier de tels ouvrages.

La collaboration entre pays, en particulier entre pays du Sud, a été soulignée et encouragée. La Côte d'Ivoire, comme le Sénégal ou le Cap Vert, interviennent soit en appui direct dans les pays voisins, soit au cours d'ateliers régionaux organisés par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La réalisation des recensements du nouveau cycle 2020 devrait renforcer la mise en place de telles innovations.

Les échanges, nombreux, ont permis d'enrichir le débat autour des opérations de recensement, de sensibiliser les participants au nouveau programme mondial du développement durable, et enfin, d'animer le réseau des statisticiens africains chargés de la production statistique des indicateurs de suivi des ODD.

► Constance TORELLI

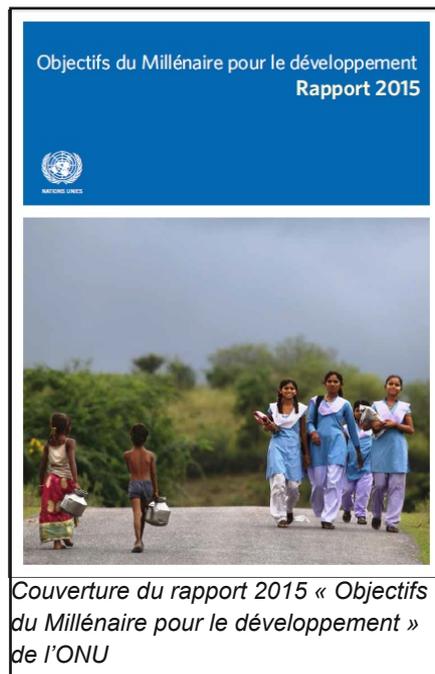
Les objectifs de développement durable

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté le 25 septembre 2015 les 17 Objectifs de développement durable (ODD), à la fin d'un long cycle de consultation planétaire et multi-institutionnel du programme de développement durable.

Un nouveau cadre international sur le développement durable à l'horizon 2030

Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), (2000-2015), le nouveau cadre international pour le développement durable (Agenda 2030) repose sur un principe d'organisation de la société qui prend en compte les ressources limitées de la planète et qui agit sur trois dimensions interdépendantes : l'environnement, le social et l'économie. Il comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux (voir le texte suivant) pour « mettre fin à la pauvreté, lutter contre les in-

égalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030 ».



Couverture du rapport 2015 « Objectifs du Millénaire pour le développement » de l'ONU

- tous les pays sont concernés par les ODD, alors que les OMD ne ciblaient que les pays en développement ;
- les ODD intègrent de nouvelles dimensions du développement, occultées par les OMD ;
- le processus d'élaboration des ODD est véritablement participatif à l'échelle mondiale, ce qui n'était pas le cas pour les OMD ;
- on passe de 8 objectifs, 20 cibles et 62 indicateurs pour les OMD à 17 objectifs, 169 cibles et près de 230 indicateurs pour les ODD définis par les statisticiens.

L'engagement de l'Insee dans le processus des ODD

En 2009, l'Insee avait contribué aux travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure de la performance économique et du progrès social.

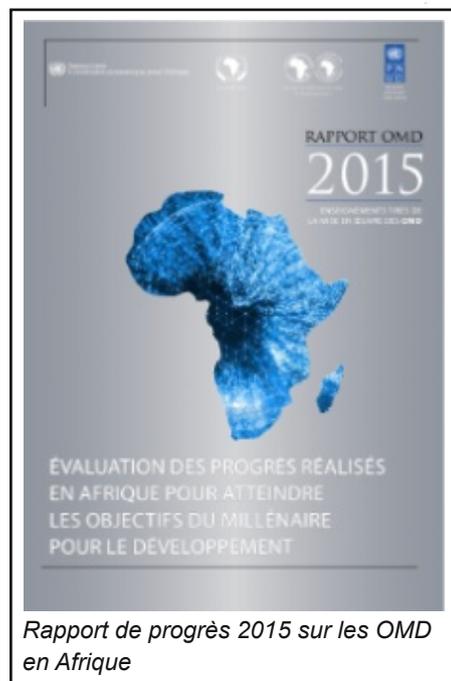
Ce qu'il faut retenir des ODD par rapport aux OMD :

Depuis, notre institut s'est fortement investi dans les différents groupes mis en place sur ces thèmes par les Nations unies : coprésidence du groupe des amis de la Présidence (Friends of the Chair), puis participation au groupe d'experts internationaux baptisé Inter-Agency Expert Group for Sustainable Development Goals (IAEG-SDGs). Ce dernier comprend 28 membres représentant de manière équilibrée les différentes régions du monde. Il est chargé de proposer une liste d'indicateurs, qui a été présentée à la 47e session de la Commission de statistique de l'ONU en mars 2016. Ce texte devrait ensuite être adopté par le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), et enfin lors du prochain sommet des États de l'ONU en septembre 2016.

Claire Plateau (département des Comptes nationaux), l'experte de l'Insee en charge de ce dossier et qui à ce titre représente notre Institut dans les groupes de travail internationaux, travaille à la finalisation de la définition des indicateurs. Cette dernière phase consiste à recueillir et faire la synthèse des consultations auprès des différents départements de l'Insee et des services statistiques ministériels concernés par les ODD.

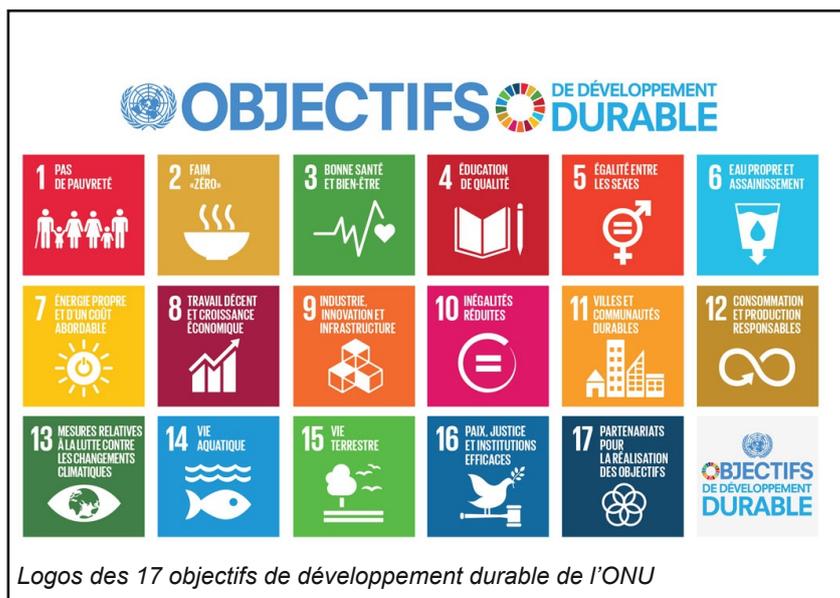
Au niveau international, le processus sera piloté par les pays qui fourniront les données et les valideront. Enfin, des rapports statistiques sur les ODD seront produits aux niveaux global, régional et national.

► Constance TORELLI



Liste des 17 objectifs de développement durable

- 1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
- 2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
- 3 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
- 4 - Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
- 5 - Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
- 6 - Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable
- 7 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
- 8 - Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
- 9 - Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
- 10 - Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
- 11 - Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



Logos des 17 objectifs de développement durable de l'ONU

- 12 - Établir des modes de consommation et de production durables
- 13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
- 14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
- 15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertifica-

- tion, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
- 16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous
- 17 - Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Besoin d'anticiper pour répondre à la mise en œuvre des ODD : l'exemple du Bénin

Du 17 au 20 novembre 2015, deux experts de l'Insee ont effectué une mission à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaé) à Cotonou¹ (Bénin).



Bâtiment hébergeant l'INSAE, l'institut statistique du Bénin, quartier « Haie Vive » de Cotonou

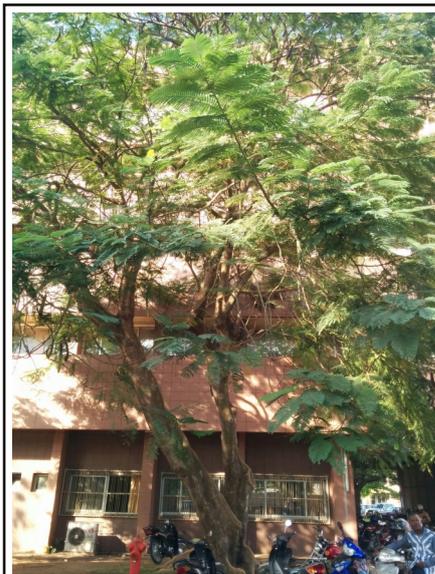
Cette mission s'inscrivait dans le prolongement d'un séminaire organisé au Cefil (voir l'article à ce sujet dans ce même dossier). L'objectif principal était d'initier un plan d'action pour construire et mettre en œuvre des indicateurs associés aux objectifs de développement durable (ODD). La mission était organisée sous forme de séances de travail avec les responsables de la direction démographie et des statistiques sociales de l'Insaé.

Outre les données du 4^e recensement de la population et de l'habitat, réalisé en 2013, l'Insaé dispose d'un corpus d'enquêtes auprès des ménages, dont les plus récentes sont l'enquête modulaire intégrée sur les conditions de vie des ménages (EMICoV-2015) et l'enquête à indicateurs multiples (MICS-2014), centrée sur la santé, l'éducation et la mortalité.

L'examen des questionnaires a permis d'identifier deux groupes d'ODD bien distincts : ceux qui sont déjà bien couverts par l'appareil statistique (objectifs 3, 5 et 10)² et un autre groupe d'ODD pour lesquels le Bénin n'est pas encore en mesure de produire un seul indicateur (objectifs 9, 12, 13, 14 et 15)². Dans certains cas, le calcul de ces indicateurs n'est pas possible en tant que tel. Les différents cas de figure ont été abordés : identification de variables dites « proxy » (permettant d'obtenir une bonne approximation de l'indicateur souhaité, lorsque celui-ci n'est pas disponible), enquêtes devant être mises en place pour produire des indicateurs, et identification des institutions où seraient produits ces indicateurs.

L'exercice a ensuite consisté à élaborer une fiche d'identité type pour chaque indicateur. L'équipe s'est concentrée dans un premier temps sur l'objectif n° 3 des ODD (bonne santé et bien être pour tous). L'Insaé doit poursuivre ce travail d'examen approfondi en établissant une fiche pour les autres indicateurs.

La coordination entre les différentes structures administratives a été également abordée lors des discussions avec l'équipe de l'Insaé. Un ministère lié à la mise en place et au suivi des ODD a été créé au Bénin en 2013, ce qui souligne l'importance que revêt le sujet pour le gouvernement de ce pays.



Vue du quartier « Haie Vive », Cotonou, Bénin

Des échanges électroniques permettront de poursuivre le travail à distance. D'autres actions sous forme de mission d'appui ou de formation seront organisées en collaboration avec Afristat.

► *Constance TORELLI et Fabrice DANIELOU*

1. Cotonou est la capitale économique du Bénin ; la capitale officielle est Porto-Novo.

2. Pour mémoire (cf. liste des objectifs dans ce même dossier), les objectifs n° 3, 5 et 10 concernent la santé et les inégalités, les objectifs n° 9, 12, 13, 14 et 15 concernent les infrastructures économiques, la consommation et l'environnement.

Séminaire régional sur les ODD au Caire

La division des statistiques des Nations unies pour l'Asie occidentale – United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (UN-ESCWA) –, en charge des objectifs de développement durable (ODD), a organisé un séminaire régional sur ce thème au Caire (Égypte) du 14 au 16 décembre 2015.



Participants au séminaire régional sur les ODD, siège de la Ligue arabe

Il a réuni une vingtaine de représentants des instituts nationaux de statistiques et d'institutions intergouvernementales des pays membres de la Ligue des États arabes. L'Insee était également invitée à participer à cette rencontre.

Les différentes présentations ont mis l'accent sur les thèmes suivants : état d'avancement des tableaux de bord relatifs aux indicateurs de développement élaborés par les pays de la zone ; difficultés rencontrées dans la constitution de bases de données,

du fait notamment de l'indisponibilité de certaines données ; qualité des données recueillies ; calcul des indicateurs correspondants. Avec les ODD, tous les pays doivent entreprendre une planification stratégique nationale, et l'élaboration d'un rapport régulier est un exercice nécessaire.



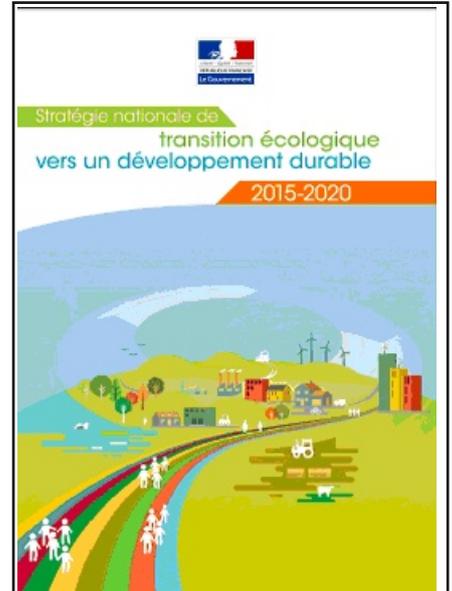
Bâtiment hébergeant le siège de la Ligue arabe, Le Caire, Égypte

L'Union européenne s'est dotée également d'une stratégie de développement durable (Stratégie Europe 2020) déclinée au niveau national.

Cette stratégie est susceptible d'être révisée après l'adoption de la liste des ODD par les pays lors de l'assemblée générale des Nations unies fin 2016.

Quasiment tous les États membres ont élaboré des stratégies nationales de développement durable (SNDD). L'experte de l'Insee parti-

cipant à ce séminaire a présenté l'approche européenne et en particulier le cas français avec la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD³) 2015-2020.



Couverture du rapport français « Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020 »

La description du processus d'élaboration et la coordination entre les différents acteurs ont contribué aux débats, notamment sur le rôle central du système statistique public dans le processus.

► Constance TORELLI

3. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-strategie-nationale-de,42115.html>

Onzième Symposium sur le développement de la statistique en Afrique

La réunion du comité de l'Union africaine (UA) des directeurs généraux des instituts nationaux de statistiques (INS) s'est tenue du 26 au 28 novembre 2015 à Libreville (Gabon), lors du 11^e Symposium sur le développement statistique en Afrique. Sur 54 pays africains, les représentants de 41 pays membres de l'UA ont participé à cette réunion.

La statistique africaine connaît ac-

tuellement des développements qui vont modifier durablement le paysage dans les prochaines années : mise en place d'un centre de formation et d'un institut panafricain de statistique, stratégies de développement de la statistique pour répondre à la demande croissante d'information sur le suivi des objectifs de développement durable (ODD), harmonisation des statistiques au niveau panafricain, passage au système de comptabilité nationale (SCN) 2008, etc.



Onzième Symposium sur le développement de la statistique, Libreville, Gabon

Tous ces sujets, abordés lors de cette réunion, ont suscité de nombreux échanges.

La coopération de l'Insee en Afrique subsaharienne, menée en étroite collaboration avec Afristat, est présente dans la plupart de ces domaines. La participation de l'Insee au projet Pan African Statistics (voir l'article à ce sujet dans le n° 5 de cette lettre d'information) devrait permettre d'élargir ses interventions et de diffuser l'outil Eretes d'élaboration des comptes nationaux aux pays anglophones du continent africain.

Le nouveau programme mondial de développement durable a été longuement débattu, notamment sur les moyens de mise en œuvre des ODD et le renforcement de capacités dans les INS.



Participants au 11^e Symposium sur le développement de la statistique

Parmi les nouveaux objectifs mondiaux, figurent le thème de la gouvernance et sa mesure (objectif n° 16).

Une approche originale, qui s'appuie sur un dispositif d'enquêtes – modules Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) –, a été expérimentée par quelques pays pilotes en

Afrique (Bénin, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mali, Madagascar, Ouganda) et présentée par le directeur général de l'INS ivoirien.

Cette présentation a mis en évidence le fait que les pays en développement, en particulier en Afrique, sont plus avancés que les pays développés en matière de méthodologie de recueil des données sur la gouvernance.

► Constance TORELLI

Congrès mondial de statistiques ISI2017

Le 61^e Congrès mondial de statistiques (ISI2017) sera organisé par l'Institut international de la Statistique et le Haut-Commissariat au Plan du Royaume du Maroc, à Marrakech, du 16 au 21 juillet 2017.

Ce congrès, qui devrait réunir plus de 2 500 participants, offre une réelle opportunité à la communauté statistique internationale pour discuter des développements récents de la statistique, mais aussi promouvoir l'échange de bonnes pra-

tiques et renforcer les liens de réseautage.

Le programme scientifique sera composé de trois types de sessions : sessions d'invités (IPS), sessions spéciales (STS), et sessions de contribution (CPS) ; seront aussi prévus des tables rondes, des séminaires et des cours de formation.

Un programme social sera également proposé aux congressistes, leur permettant de découvrir les

spécificités historiques et culturelles de Marrakech.

Deux dates clés sont à retenir concernant la soumission des propositions : du 15 mars au 15 août 2016 pour les sessions spéciales (STS) et du 15 septembre 2016 au 15 février 2017 pour les sessions de contribution (CPS).

<http://www.isi2017.org>



Interview de Didier Reynaud, expert en statistiques de l'énergie

Du 28 septembre au 2 octobre 2015, deux experts de la sous-direction des statistiques de l'énergie du SOeS⁴ se sont rendus en mission au Comité de la statistique du Kazakhstan, dans le cadre d'un jumelage financé par la Banque mondiale. La statistique publique française participe à ce projet piloté par Destatis, l'institut statistique allemand.



De gauche à droite : Mme Dinara SHAYAKHMETOVA, experte, unité des Statistiques sur l'énergie et les services, Comité de la statistique du Kazakhstan (CS) ; M. Didier REYNAUD, expert à la sous-direction des statistiques de l'énergie (Service de l'Observation et des Statistiques, SOeS, France) ; Mme Ainur ADILOVA, experte, unité des Statistiques sur l'énergie et les services (CS) ; Mme Céline ROUQUETTE, à l'époque sous-directrice des statistiques de l'énergie (SOeS) ; Mme Zifa YAKUPOVA, chef de l'unité des Statistiques sur l'énergie et les services (CS) ; M. Zhanbol EULOSILOV, expert, unité des Statistiques sur l'énergie et les services (CS)

Sur quel thème portait votre mission ?

Le Kazakhstan bénéficie d'un projet de coopération destiné à renforcer son système statistique public et les statistiques relatives à l'énergie en particulier. La sous-direction française en charge des statistiques de l'énergie a reçu une délégation du Kazakhstan en octobre 2014, puis a dépêché deux experts à Astana, du 28 septembre au 2 octobre 2015, pour une mission d'appui complémentaire por-

tant plus spécifiquement sur les énergies renouvelables.

Cette mission a été l'occasion de présenter le travail de la sous-direction des statistiques de l'énergie dans toutes ses composantes, depuis la collecte des données jusqu'à leur valorisation sous différentes formes, et notamment la synthèse comptable que constitue un bilan énergétique. À la suite de son renouvellement récent, l'équipe kazakh souhaitait en effet améliorer son système d'information, ainsi que les données qu'elle transmet à l'Agence internationale de l'énergie⁵.

Un accent particulier a été mis sur les énergies renouvelables. Celles-ci représentent actuellement moins de 1 % du bouquet énergétique kazakh. Disposant de ressources importantes, le Kazakhstan projette cependant d'accélérer leur développement, notamment dans la perspective de l'accueil à Astana de l'exposition universelle de 2017, dont le thème est l'énergie du futur⁶.

Quels sont les indicateurs de développement durable que suit le SOeS en matière d'énergie et quelles sont les sources de données correspondantes ? (enquêtes statistiques, sources administratives...)

La stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020 a été adoptée en Conseil des ministres le 4 février 2015⁷. Quatre enjeux écologiques majeurs ont été identifiés : le changement climatique, la perte accélérée de la biodiversité, la raréfaction des ressources et les risques sanitaires environnementaux. Dans cette perspective, des actions et leviers sont proposés et un ensemble de 72 indicateurs d'évaluation a été mis en place.

Six d'entre eux concernent l'énergie en particulier et permettent de

suivre :

- la consommation d'énergies fossiles ;
- le prix des matières premières : pétrole et gaz ;
- l'évolution de la consommation finale d'énergie totale et par secteur et l'évolution de l'intensité énergétique ;
- la part du nucléaire dans la production d'électricité ;
- la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie ;
- la part de l'électricité d'origine renouvelable dans la consommation d'électricité nationale et par région.



Le Khan Shatyr (centre commercial et de loisirs), dessiné par l'architecte britannique Norman Foster, situé à Astana, Kazakhstan. Ce bâtiment en forme de yourte est d'une hauteur de 150 m et d'une surface de 140 000 m².

Afin d'en assurer le suivi, un grand nombre de sources de données interviennent, que ce soit :

- des enquêtes statistiques réalisées au SOeS (enquête annuelle sur la production d'électricité, enquête sur les statistiques gazières, enquête annuelle sur les réseaux de chaleur et de froid...) et à l'Insee (enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie, enquête logement...)
- ou des sources administratives en provenance des gestionnaires de réseau de transport et distribution d'électricité : EDF, Direction générale des Douanes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)...

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

4. Service de l'observation et des statistiques, ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer.

5. Le siège de l'AIE est à Paris.

6. <https://expo2017astana.com/fr>

7. <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/li/indicateurs-nationaux-transition-ecologique-vers.html>

Bilan du jumelage européen avec l'Ukraine

De novembre 2013 à décembre 2015, l'INS ukrainien, le SSSU (pour « State Statistics Service of Ukraine »), a bénéficié d'un jumelage sur financement européen, dont l'objectif était d'appuyer le processus de développement de cet institut, afin de renforcer ses capacités et sa production en matière statistique.



De gauche à droite (photo prise durant l'un des comités de pilotage de 2015) : M. Philippe BERTRAND, Responsable sectoriel, Délégation de l'UE en Ukraine ; Mme Dominique FRANCOZ, chef de projet junior et chef de la division Appui technique international, Insee ; Mme Yulia MUYCHENKO, chef du département de la coopération internationale, SSSU ; Mme Natalia VLASENKO, chef de projet, conseillère auprès de la présidente du SSSU ; Mme Svitlana TARANOVA, interprète ; Mme Olga BURBELO, assistante de la CRJ ; Mme Irina BERNSTEIN, conseillère résidente du jumelage (CRJ), Statistics Denmark ; M. Jesper Ellemose JENSEN, chef de projet, Statistics Denmark ; M. Yan YAKUSHCHENKO, chef du service de coordination des jumelages, Centre pour l'adaptation de l'administration aux standards de l'UE

Ce projet a été mis en œuvre conjointement par le SSSU et l'INS danois (Statistics Denmark), en coopération avec l'Insee, partenaire junior, mais aussi avec les instituts de quatre autres États membres de l'Union européenne : l'INS lituanien (Statistics Lithuania), letton (Central Statistical Bureau of Latvia), finlandais (Statistics Finland) et britannique (Office for National Statistics).

C'est une représentante de Statistics Denmark, Irina Bernstein, qui

était conseillère résidente du jumelage (CRJ), et donc en poste au sein du SSSU, à Kiev, durant toute la durée du projet, afin d'en assurer l'organisation et le suivi. Les trois chefs de projet à Kiev, Copenhague et Paris étaient respectivement : Mme Iryna Zhuk (SSSU), M. Jesper Ellemose Jensen (Statistics Denmark) et Mme Dominique Francoz, chef de la division Appui technique international de l'Insee (et à ce titre, chef de projet junior).

La contribution de chaque pays partenaire, activité mesurée en « jours x hommes », est la suivante pour l'ensemble de la période couverte par le jumelage :

92 actions réalisées dans 17 composantes, l'Insee présent dans 7 d'entre elles

Avec 92 actions (missions ou visites d'études) réalisées depuis le début du projet de jumelage, toutes les composantes initialement prévues (qui s'élevaient à 17) ont été mises en œuvre entièrement ou partiellement, ce que les parties prenantes ont jugé très satisfaisant, compte tenu de la situation politique difficile en Ukraine.

	nombre de jours-hommes	en %
Statistics Lithuania	98	35
Statistics Denmark*	72	25
Insee	65	23
CSO Lettonie	24	8
Statistics Finland	13	5
ONS (Royaume-Uni)	11,5	4
Total	283,5	100

* sans le CRJ

Contribution au jumelage des pays partenaires

Avec une contribution de 65 jours x hommes (soit 23 % du nombre total de jours attribués au projet), l'Insee figure parmi les trois plus gros contributeurs après Statistics Lithuania et Statistics Denmark. L'Insee, en particulier, a participé aux 7 composantes suivantes : comptes nationaux, indices des prix à la consommation, indices des prix de

production, statistiques conjoncturelles, statistiques du commerce extérieur, répertoires d'entreprises et formation du personnel à la collecte de données.

Les autres composantes du jumelage portaient sur les thèmes suivants : statistiques structurelles d'entreprises, statistiques de l'agriculture, enquêtes par sondages, indices de satisfaction des utilisateurs, investissement direct étranger, conditions de vie des ménages, communication, image et web.

Loi sur l'indépendance du SSSU approuvée

Enfin, quelques jours avant le séminaire de clôture du jumelage (novembre 2015), le gouvernement ukrainien a adopté un projet de loi « portant modification de certaines lois de l'Ukraine régissant les activités statistiques de l'État ». Cette loi définit le SSSU comme un organe exécutif central à statut spécial, sur la base des principes d'indépendance professionnelle.

Cette loi permettra d'assurer la mise en œuvre des engagements juridiques internationaux prévus dans l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine (ratifié par l'Ukraine le 16 septembre 2014) et créera des conditions plus appropriées pour l'activité de la statistique publique.

La prochaine étape devrait être l'adoption de ce projet de loi par le « Conseil suprême » (Supreme Council) de l'Ukraine et un cadre juridique révisé permettant d'assurer l'indépendance politique et professionnelle effective du SSSU.

► Serge DARRINÉ

Contrat de services avec la Serbie

En décembre 2015, un consortium dont l'Insee fait partie, mené par Gopa, groupe allemand de conseil, a remporté un appel d'offre pour contrat de services sur financement européen (EuropeAid) au profit du SORS (Statistical Office of the Republic of Serbia), l'INS serbe.



Vue nocturne du bâtiment de l'Assemblée nationale serbe, situé 13 place Nikola Pašić à Belgrade

D'un montant de 3,4 millions d'euros, ce projet a pour objectif de ren-

forcer le système statistique serbe en améliorant ses méthodes et normes et par la mise en place de bonnes pratiques.

Outre l'Insee, le consortium mené par Gopa comprend les organismes publics et privés suivants : Expertise France, Istat, Statistics Netherlands, ainsi qu'Atos et Eurolink Consultants, entreprises de conseil et service numériques.

Les trois volets de ce programme sont les suivants :

1. mettre à niveau le système de technologies de l'information et de la communication ;
2. améliorer le système de comptes nationaux ;
3. développer un ensemble d'indicateurs pour les objectifs de développement durable (ODD).

L'Insee, aidé d'Expertise France, s'est positionné sur les composantes comptabilité nationale et ODD, avec un expert-clé (Jacques Magniez, ancien adjoint au chef du département des comptes nationaux) et une quinzaine d'experts court-terme seniors et juniors, principalement de l'Insee, mais aussi des ministères de l'Agriculture et du Développement durable.

► Serge DARRINÉ



La forteresse de Belgrade, située dans le parc de Kalemegdan, et le Danube à l'arrière-plan

Séminaire au Sénégal sur la désaisonnalisation

Dominique Ladiray, expert de l'Insee en désaisonnalisation au sein du département des Méthodes statistiques, s'est rendu en mission à Dakar (Sénégal) en novembre 2015 pour animer un séminaire à destination des cadres de l'Agence nationale de statistique et de démographie (ANSD), l'institut statistique sénégalais.

Financé par le Fonds monétaire international (FMI), ce séminaire avait pour objectif d'aider l'ANSD à publier des comptes nationaux trimestriels en données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Le calendrier sénégalais comprend un certain nombre de fêtes, régies par le calendrier musulman (également appelé hégirien), dont les dates bougent d'une année à l'autre dans le calendrier grégorien. Or, les logiciels de désaisonnalisation couramment employés ont été essentiellement conçus pour répondre aux besoins des pays occidentaux, dont les calendriers civils et religieux sont plus aisément intégrables.

En France, par exemple, le calendrier ne comporte qu'un nombre de



De gauche à droite, 1^{er} rang : M. Modou Ndour FAYE, chef du bureau des Synthèses et des études analytiques (BSEA) de l'Agence nationale de statistique et de démographie (ANSD) du Sénégal ; Mme Ramlatou DIALLO, experte au BSEA ; Mme Ly Bintou DIAC, experte au BSEA ; M. Mouhamed NDIAYE, expert au bureau des Enquêtes conjoncturelles (ANSD) ; au 2^e rang : M. Mamadou Ngalgou KANE, chef de la division de la Comptabilité nationale, des synthèses et des études analytiques (ANSD)

fêtes limité et celles-ci ont lieu à des jours fixes (comme le 14 juillet) ou, lorsque ce n'est pas le cas, sont déterminables à l'aide d'algorithmes simples (comme le lundi de Pâques et les fêtes associées du lundi de Pentecôte et du jeudi de l'Ascension).

La prise en compte des besoins des pays musulmans nécessite en revanche l'intégration de traitements spécifiques, leur calendrier religieux reposant sur l'observation des phases de la lune et comportant un mois, celui du Ramadan, pendant lequel la production et la consommation sont fortement affectées.

Ce séminaire, d'une durée de cinq jours, comportait une part importante de mise en pratique, D. Ladiray ayant proposé aux collègues de l'ANSD de travailler sur leurs propres séries de données. Le public était composé de cadres du service des comptes trimestriels, ainsi que du service des indices de court-terme, lui-même fournisseur de données pour les comptes nationaux trimestriels.

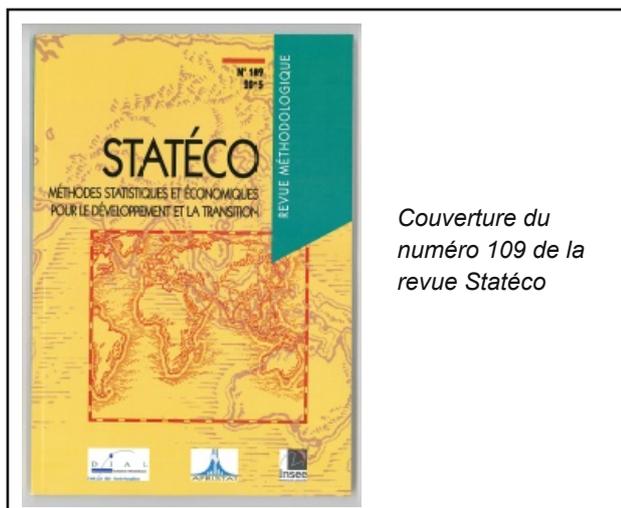
Tous ces travaux ont été faits avec JDemetra+, le logiciel européen de désaisonnalisation développé sous l'égide d'Eurostat et de la Banque centrale européenne.

► Serge DARRINÉ

Revue Statéco : du sang neuf pour le n° 109 !

Le dossier principal de ce nouveau numéro porte sur les relations entre dynamiques démographiques et économiques en Afrique, en mettant l'accent sur le rôle du marché du travail et des migrations.

Hors dossier spécial, on trouve aussi un article sur une expérience en cours en matière d'élaboration de statistiques sur la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) à l'échelle de l'Afrique.



Couverture du numéro 109 de la revue Statéco

<http://www.auteurs.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/default.asp?page=insee-activites/stateco.htm>

Mme Sylvie Lagarde, nouvelle directrice de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale à l'Insee

À compter du 11 janvier 2016, Mme Sylvie Lagarde est nommée directrice de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale (DMCSI) de l'Insee.

Elle succède ainsi à M. Stéphane Gregoir, nommé doyen de l'École d'économie de l'université Toulouse Capitole.

C'est au sein de la DMCSI que se trouve la division Appui technique international, en charge de la coopération internationale de l'Insee.



Mme Sylvie LAGARDE, directrice de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale, Insee

Depuis 2011, Sylvie Lagarde était directrice régionale de l'Insee en Île-de-France. Entre 2006 et 2011, elle était cheffe du département de l'Emploi et des revenus d'activité de l'Institut.

Sylvie Lagarde est diplômée de l'École Polytechnique, de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé) et d'un master of science en économétrie de la London School of Economics.

Mentions légales :

Éditeur : Insee, direction générale - 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris cedex 14 – www.insee.fr

Directeur de publication : Jean-Luc Tavernier

Responsable éditorial : Raoul Depoutot

Rédacteur en chef : Serge Darriné

Ont collaboré à ce numéro : Jean-Samy Aziz, Sophie Bourrel, Fabrice Danielou, Serge Darriné, Dominique Francoz, Sylvie Lagarde, Jean Louis, Constance Torelli.

Si vous souhaitez recevoir régulièrement la version électronique de cette lettre, merci de bien vouloir le signaler par mail à : cooperationinternational@insee.fr

Europe et Asie

Serbie

Gestion des ressources humaines

En septembre, le directeur adjoint du SORS, l'institut statistique serbe, est venu à l'Insee pour une visite d'étude sur la gestion des ressources humaines. Les échanges avec les experts du département Valorisation des ressources humaines ont porté à la fois sur la formation initiale et continue, ainsi que sur le recrutement et les parcours professionnels.



M. Zoran JANČIĆ, directeur adjoint du SORS et Mme Magali DEMOTES-MAINARD, à l'époque chef du département Valorisation des ressources humaines de l'Insee

Web et communication externe

En octobre, l'Insee a reçu une délégation du SORS pour une visite d'étude avec des experts de la direction de la Diffusion et de l'action régionale (DDAR) sur des questions de web et de communication externe.

Ont notamment été abordés les points suivants : la réponse de l'Insee à la demande des chercheurs et à celle des journalistes, l'utilisation des médias sociaux (de type Twitter) et des kits de communication, l'enquête de satisfaction auprès des utilisateurs de l'Insee, le projet de nouveau site web et son design centré sur les besoins des utilisateurs, la diffusion de bases de données (dont la base de données macroéconomique) et les services proposés par le site web actuel, et l'utilisation des standards SDMX pour l'échange de données entre organisations.

Commerce extérieur

Le même mois, une délégation du SORS est venue en visite d'étude à la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), à Toulouse et Montreuil, pour rencontrer des experts des statistiques du commerce extérieur. Ont notamment été abordés les points suivants : contrôle des données à des niveaux détaillés et semi-agrégés, corrections a posteriori, contrôles liés aux règlements (notamment pour des sources extérieures aux Douanes), contrôles de vraisemblance concernant la balance commerciale.



De gauche à droite : Mme Vesna ARALICA, interprète (SORS) ; Mme Aleksandra DANILOVIĆ, conseillère, unité Information et diffusion (SORS) ; M. Serge DARRINÉ (INSEE) ; Mme Olja MUSIĆ, chef de la division Développement des applications logicielles (SORS) ; Mme Branka PANTIĆ, chef de l'unité Développement et maintenance web (SORS) ; Mme Sanja AKSENTIJEVIĆ, chef de l'unité Information et diffusion (SORS)

Profilage

En novembre, un expert de la DSE a réalisé une mission au SORS sur le thème du profilage des groupes et des entreprises.



M. Vincent HECQUET, expert de l'Insee en profilage, entouré de collègues serbes du SORS

Les points suivants ont été traités : les sources sur les unités légales et

les groupes en Serbie, le profilage en France et en Europe, le top-down profiling, la stratégie de profilage en France, l'impact du profilage sur la représentation de l'économie, l'outil de gestion des groupes du SORS.

Statistiques du tourisme

Le même mois, une mission auprès du SORS a été effectuée par un expert du bureau des études sur le tourisme et les catégories d'entreprises de la direction générale des Entreprises (DGE). La mission visait à évaluer le dispositif serbe de mesure de l'offre en hébergement collectif touristique (suivi des différents parcs et suivi de la fréquentation). Il s'agissait aussi de présenter le dispositif français de suivi des voyages des résidents (enquête Suivi de la demande touristique), le dispositif serbe étant à construire. Ces deux sujets sont les deux composantes du règlement européen concernant les statistiques du tourisme.

Ukraine

Statistiques d'entreprises

En septembre, un expert de l'Insee s'est rendu à Kiev dans le cadre du jumelage européen avec le SSSU, l'INS ukrainien, pour une mission sur le thème de la collecte dans le domaine des statistiques d'entreprises.

Ont notamment été abordés les points suivants : élaboration des questionnaires, charge statistique, et plus généralement la question de la communication avec les entreprises. Il s'agissait surtout de confronter des méthodes et des points de vue, le SSSU étant déjà assez avancé sur le sujet.

Comptes nationaux

En octobre, deux experts de l'Insee se sont rendus à Kiev dans le cadre du jumelage européen en cours avec l'Ukraine, pour une mission sur les comptes nationaux. Cette mission, dans la continuité de celle effectuée au mois de mars, portait sur la notification à la Commission européenne du revenu national brut et les procédures de contrôle de qualité qui l'accompagnent.

Ont également été étudiés le programme de transmission des comptes nationaux à l'Union européenne, le traitement de l'aide volontaire fournie par la population aux armées, aux blessés ou aux réfugiés des provinces de l'Est, la différence entre valeur ajoutée des comptes nationaux et valeur ajoutée au coût des facteurs des statistiques structurelles d'entreprises, et enfin le modèle générique du processus de production statistique (GSBPM).

Commerce extérieur

En novembre, toujours dans le cadre du jumelage européen en cours, une experte du département des statistiques et des études économiques (DSEE) de la direction générale des Douanes et droits indirects s'est rendue en mission au SSSU, l'institut statistique ukrainien.

La mission visait à présenter et à discuter les méthodes d'estimation des coûts de transport et d'assurance des marchandises entre les frontières, à retrancher de la valeur CAF (coût assurance fret) des importations, pour établir un solde FAB/FAB (franco à bord) de la balance commerciale. À l'issue de la mission, il s'avère que ces coûts de transport et d'assurance étant assimilés à des échanges de services (et non à des échanges de biens), ils doivent être reportés dans la balance des paiements.

Collecte assistée par informatique - CAPI

Le même mois, une délégation ukrainienne s'est rendue au service national informatique de la direction régionale de l'Insee Nord-Pas-de-Calais (à Lille) pour une visite d'étude sur CAPI, la collecte assistée par informatique.



Mme Olena PUZANOVA, chef du département informatique (SSSU) et M. Ihor VERNER, chef du département interrégional des statistiques (SSSU)

Ont notamment été abordés les thèmes suivants : présentation de l'outil Blaise permettant de créer des questionnaires d'enquêtes électroniques ; le nouveau projet CAPI3g ; application de ces outils à différentes enquêtes de l'Insee ; organisation des enquêtes, dont les contrôles de données a posteriori, la formation des enquêteurs et l'organisation de la collecte ; le projet Coltrane d'enquêtes en ligne auprès des entreprises.

Métadonnées

En décembre, une délégation du SSSU est venue en visite d'étude à l'Insee pour travailler avec des experts de l'unité Qualité sur le thème des métadonnées. Ont notamment été abordés les points suivants : gestion des métadonnées en lien avec des variables statistiques, le projet RMÉS visant à s'aligner sur les standards internationaux (harmonisation et partage des métadonnées), les choix de modélisation en la matière, et le cas particulier des métadonnées sur les séries temporelles.



M. Mykhailo GORNOVSKYI, interprète ; Mme Anna ROZUMNA, chef-adjointe du département des infrastructures statistiques (SSSU) ; Mme Anna ZAKHARCHENKO, chef-adjointe de la division des méthodes mathématiques et du support à la métainformation (SSSU) ; M. Guillaume DUFFÈS, expert en métadonnées (INSEE) ; Mme Marie-Hélène KÉROUANTON, experte en métadonnées (INSEE)

Moldavie

Recensement agricole

En juillet, une délégation du NBS, l'institut statistique moldave, est venue en visite d'étude au Service de la statistique et de la prospective (SSP, Castanet-Tolosan), le service statistique du ministère de l'Agriculture, pour une présentation des mé-

thodes utilisées par les experts français pour réaliser le recensement agricole.

Turquie

Distancier Métric

En octobre, une délégation de Turkstat, l'INS turc, a fait une visite d'étude à la direction régionale de l'Insee - PACA (Marseille) sur le thème du distancier Métric, outil mis au point par l'Insee.

Par la suite, l'Insee a fourni à Turkstat des programmes SAS et des exemples de jeux de données permettant d'utiliser les premiers.

Bassin méditerranéen

Voisinage sud de l'Union européenne Statistiques structurelles d'entreprises

En octobre, un expert de l'Insee a co-animé à Prague (République tchèque) une formation sur les statistiques structurelles d'entreprises organisée dans le cadre des cours européens ESTP et destinée aux pays du voisinage sud de l'Union européenne.

Maghreb

Statistiques d'entreprises et comptes nationaux

En décembre, une délégation de statisticiens d'entreprises et comptables nationaux marocains et tunisiens ont effectué une visite d'étude à l'Insee sur les statistiques d'entreprises et les comptes nationaux.

Les présentations ont porté sur les répertoires, le profilage, le dispositif ESANE d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises, ainsi que l'utilisation des données d'entreprises par les comptables nationaux, que ce soit les responsables secteurs produits ou les chargés des comptes des sociétés non financières. Nos collègues maghrébins ont aussi présenté leurs projets respectifs de refonte du dispositif d'enquêtes auprès des entreprises et partagé leurs expériences respectives sur ce sujet.

Informatique

Le même mois, des collègues informaticiens des trois pays du Maghreb ont effectué une visite d'étude à l'Insee sur différents sujets informatiques. Cette visite a été l'occasion pour l'Insee de leur présenter les projets Rmés (Référentiel de métadonnées statistiques) et Homère (Harmonisation des outils et modernisation du recensement), ainsi que des postes de travail mettant en œuvre les nouvelles technologies (enquêteurs prix et agents chargés de la mise à jour du répertoire des logements). Les questions de sécurité d'une part, de mise en œuvre par l'Insee du référentiel ITIL (Information technology infrastructure library) d'autre part, ont aussi été discutées.

Maroc

Comptes nationaux

En septembre, une délégation de comptables nationaux du Haut Commissariat au plan (HCP) marocain a effectué une visite d'étude à l'Insee. Cette visite leur a permis d'échanger avec leurs homologues du département des Comptes nationaux et de la direction des Statistiques d'entreprises sur le partage volume-prix, les marges de commerce, les arbitrages relatifs au tableau entrées-sorties, la confection de matrices d'emplois et la mesure de la productivité.

Journée mondiale de la statistique

En octobre, le directeur général de l'Insee s'est rendu au Maroc, invité par le Haut Commissaire au plan, afin de participer à la conférence organisée par le HCP à l'occasion

de la Journée mondiale de la statistique.



M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

Jean-Luc Tavernier est intervenu sur le thème des initiatives françaises dans la mesure du progrès social.

Puis il a procédé, lors d'une réunion avec l'ensemble des directions du HCP, à la signature d'une nouvelle convention entre l'Insee et cette institution visant à faire évoluer les thèmes et les formes de leur coopération.



Signature de la nouvelle convention entre le Haut-Commissariat au plan (HCP) marocain et l'Insee : à gauche, M. Ahmed LAHLIMI ALAMI, Haut-Commissaire au plan ; à droite, M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

Correction des variations saisonnières

En octobre, un expert de l'Insee a animé un atelier de trois jours sur la correction des variations saisonnières, organisé par l'Office des changes du Maroc dans le cadre de son rôle de pays leader du groupe de travail « post Medstat commerce extérieur ». Cet atelier, financé par l'Union européenne, a réuni des participants marocains, mais également de Jordanie, Liban et Palestine.

Statistiques sur les filiales étrangères

Le même mois, un expert de l'Insee

a effectué une mission à l'Office des changes (Rabat). Il s'agissait de la dernière d'une série de missions liées à la mise en place d'un référentiel des filiales marocaines de groupes internationaux implantés au Maroc. Elle a permis de remplir ses deux objectifs : d'une part, finaliser le référentiel 2010 des implantations ; d'autre part, faire une première synthèse des données contenues dans ce référentiel.

Statistiques d'entreprises et balance des paiements

En novembre, une délégation de l'Office des changes du Maroc a effectué une visite d'étude à l'Insee. Les deux premiers jours, nos collègues marocains ont suivi la formation interne à l'Institut organisée par la direction de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale (DMCSI) sur les méthodes de traitement des enquêtes auprès des entreprises. Puis la visite du service Esane (pour Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) à la direction régionale de l'Insee Pays de la Loire (Nantes) leur a permis de voir la mise en œuvre, sur le terrain, de l'Enquête structurelle annuelle (ESA).

Cette visite a aussi été l'occasion pour la délégation de rencontrer ses homologues de la Banque de France, en charge de l'Enquête sur les échanges internationaux de services, et de l'intégration des résultats de celle-ci dans la balance des paiements.

Enquêtes thématiques sur les entreprises

En décembre, une délégation du ministère de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique du Maroc a effectué une visite d'étude à l'Insee portant sur plusieurs thèmes, dont la gestion, sur le terrain, des enquêtes dans le secteur du commerce (ESA et Enquête points de vente), la mesure des filières industrielles, et le tableau de bord des services publics numériques.

Algérie

Base permanente des équipements et enquête communale

En septembre, une collègue de l'Office national des statistiques algérien a effectué une visite d'étude au pôle Base permanente des équipements (BPE) de la direction régionale de l'Insee Limousin (Limoges). Cette visite a été aussi l'occasion d'échanger avec les experts de l'Insee sur l'enquête communale en préparation en Algérie.

Tunisie

Logiciel R

En octobre, un collègue de l'INS tunisien en charge des comptes trimestriels a pu suivre une formation d'initiation au logiciel R, organisée par la direction des Études et synthèses économiques (DESE) de l'Insee.

Palestine

Répertoire d'entreprises (projet COMPARE)

En juillet, une délégation de six cadres palestiniens du Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) a été accueillie à l'Insee dans le cadre du projet d'appui de la France à la mise en place de répertoires d'entreprises. L'objectif était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de mise en cohérence des différentes sources d'information économique sur les établissements et les entreprises avec le fichier du recensement économique créé par le PCBS en 2012.

Cette visite a été suivie de deux missions au PCBS à Ramallah d'experts de l'Insee (y compris des experts retraités). La première, en août, a permis de faire des recommandations détaillées sur chacune des variables figurant dans le projet de questionnaire du recensement des établissements que le PCBS doit réaliser en 2017. Une attention particulière a été portée aux liens entre ce recensement et le futur répertoire administratif.

Lors de la seconde, en décembre, la délégation a participé au comité de pilotage du projet avec les partenaires institutionnels et le PCBS. L'autre objectif était de faire le point

sur l'état d'avancement des travaux de mise en cohérence des différentes sources d'information économique sur les établissements et les entreprises avec le fichier du recensement économique effectué par le PCBS en 2012.

Liban

Prévision macroéconomique

Deux missions d'experts de l'Insee se sont déroulées en juillet, puis octobre à Beyrouth (Liban) afin de donner un appui au département en charge de la prévision macroéconomique, dans le cadre du jumelage en cours avec le ministère des Finances libanais.

Afrique subsaharienne

BCEAO

Comptes trimestriels

En octobre, l'Insee a accueilli une délégation de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le cadre d'une formation d'initiation au logiciel R. D'une durée de deux jours, cette formation proposait notamment des travaux pratiques, utilisant des programmes spécifiques développés sous R, appliqués aux comptes trimestriels. Les applications ont porté sur des exemples de séries longues fournies par la BCEAO.

Comité directeur continental du projet africain de mise en place du SCN 2008

Comptes nationaux

En novembre, un expert de la division Appui technique international a participé à la réunion du Comité directeur continental du projet africain de mise en place du système de comptes nationaux (SCN) 2008, à Addis-Abeba (Éthiopie). Le projet est entré dans sa phase 2, à savoir la mise en place d'actions répondant aux besoins des pays exprimés lors la phase 1. Durant cette deuxième phase, l'équipe technique Eretes de l'Insee mènera des actions de formation et d'appui auprès des pays, en coordination avec les institutions régionales.



Siège de la Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) à Addis-Abeba, Éthiopie

Sénégal

Comptabilité nationale

En août, une experte retraitée de l'Insee a effectué une nouvelle mission à Dakar (Sénégal) pour un appui auprès de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD). Le Sénégal a décidé en effet d'élaborer une nouvelle base de ses comptes nationaux, afin de se conformer aux nouvelles normes internationales en vigueur (SCN 2008). Le deuxième objectif de cette mission était de rénover la structure des comptes, pour mieux prendre en compte l'évolution de l'économie dans le pays.

Côte d'Ivoire

Statistiques sociales

En octobre, les ministères français en charge du travail et des affaires sociales ont accueilli une délégation de l'Observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale de Côte d'Ivoire. L'Insee a été sollicité pour présenter les principales enquêtes en lien avec les conditions de vie des ménages.



De gauche à droite : Mme Sylvie LE MINEZ, alors chef de la division Emploi (Insee) ; Mme Elise Yra OUATTARA, Directrice générale de l'Observatoire de cohésion sociale (Ministère de la solidarité, de la famille, de la femme et de l'enfant), Côte d'Ivoire ; Mme Marcelle N'DA AHUA, conseillère technique de la directrice générale ; Mme Emmanuelle HAMEL, chargée de mission sur les affaires internationales et le travail au sein des ministères français en charge du travail et des affaires sociales

Amérique

Brésil

Conférence internationale des statisticiens

En août, Jan Robert Suesser, expert retraité de l'Insee et ancien directeur d'Adetef, a participé à la Conférence internationale des statisticiens à Rio.



De gauche à droite : M. Jan Robert SUESSER (ancien directeur d'Adetef), M. Jean-Louis BODIN (membre de la société française de statistique, SFdS), M. Jean-Michel POGGI (président de la SFdS) et M. Jeff TEUGELS (collègue belge, membre de l'Institut international de statistique, IIS)

Sa présentation a porté sur la mesure des droits de l'Homme en lien avec les thématiques Gouvernance, Paix et Sécurité, qui figurent dans le programme de l'agenda 2030 sur les Objectifs de développement durable en cours d'adoption aux Nations unies.

Outil Eretes

Ghana

En novembre, deux experts de la division Appui technique international ont effectué une mission à Accra (Ghana) ayant pour objectif l'implantation du système Eretes dans le cadre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Le Ghana Statistical Service (GSS), l'INS du Ghana, est candidat à cette implantation (qui ferait de ce pays le premier pays anglophone à utiliser l'outil) et il s'est montré très intéressé par le fait de s'engager dans une expérimentation d'Eretes.

Le passage au SCN 2008 et la mise en place d'une nouvelle année de base 2014, à l'horizon de 2017, devraient être une bonne occasion pour la mise en place de l'outil.



M. Jean-Samy AZIZ, expert de l'Insee en comptabilité nationale (debout, 3e en partant de la droite) entouré de collègues du GSS, l'INS du Ghana : M. Edward ASUO-AFRAM, directeur des statistiques économiques (4e en partant de la droite) ; M. Francis Bright MENSAH, chef du département des Comptes nationaux (1er en partant de la droite), et l'équipe des comptables nationaux ghanéens

Eretes apparaît comme un outil centralisé qui devrait permettre une meilleure coordination du travail des différents comptables nationaux, ce qui facilitera la synthèse et les arbitrages au sein de l'équipe des comptes.

L'utilisation d'Eretes permettrait au Ghana d'améliorer la comparabilité de ses comptes avec ceux de ses partenaires au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de ses voisins (Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Togo). En vue de la mise en place d'Eretes, la mission a formulé un certain nombre de recommandations et proposé un plan d'action.

Guinée Bissau

En décembre, un expert de la division Appui technique international a effectué une mission d'appui en comptabilité nationale auprès de l'Institut national de la statistique de Guinée Bissau.

L'équipe de trois comptables en charge de ce dossier est très motivée et sera à même de maîtriser l'outil très rapidement. L'INE (Instituto Nacional de Estadística) a projeté d'adopter définitivement l'outil Eretes au moment du changement de base prévue en 2017.

Dans ce contexte, l'expert recommande de réaliser jusqu'à cette

date des missions à intervalle régulier (la prochaine aurait lieu au second semestre de 2016) pour approfondir et maintenir les connaissances acquises sur les fonctionnalités de l'outil, parmi lesquelles l'administration des bases de données Eretes, le traitement des données d'une nouvelle année de comptes, les tableaux de travail Équilibre Ressources - Emplois et le compte de branche.



De gauche à droite, au 1^{er} rang : M. Achille PEGOUÉ, expert en comptabilité nationale, Afritac de l'Ouest - FMI ; M. Suandé CAMARÁ, Directeur général de l'INE, l'Institut statistique bissau-guinéen ; M. Jean LOUIS, expert en comptabilité nationale, Insee ; au 2^e rang : M. Baten BIAGUE, comptable national, INE ; M. Jaime MANGO, chef du département des comptes nationaux, INE ; M. Idilio SOUSA CORDEIRO, comptable national, INE ; au 3^e rang : M. Luciano Fernando SANCA, statistique d'entreprises, INE ; M. Roberto VIEIRA, chef du service des statistiques économiques et financières, INE ; M. Berzelio Rofino MINCEU, comptable national, INE

Palestine

Le même mois, un expert de la division Appui technique international a effectué une mission d'appui en Comptabilité Nationale et formation Eretes auprès du Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS). Les comptables nationaux ont été formés à Eretes et ont démarré les travaux à l'aide de cet outil.